

Lycée Claudel



États financiers

Pour l'exercice terminé le 31 août 2014

Lycée Claudel
États financiers
Pour l'exercice terminé le 31 août 2014

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	1
États financiers	
Bilan	3
État de l'évolution de l'actif net	4
État des résultats d'exploitation	5
État des flux de trésorerie	6
Sommaire des principales conventions comptables	7
Notes aux états financiers	10
Annexe A - Charges de salaires	15
Annexe B - Charges académiques	15
Annexe C - Charges administratives	15
Annexe D - Charges de bâtiment	16

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du Lycée Claudel

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Lycée Claudel, qui comprennent le bilan au 31 août 2014 et les états des résultats d'exploitation, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales conventions comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction du Lycée Claudel est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenus et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Collins Barrow

Chartered Accountants / Comptables agréés

Collins Barrow Ottawa LLP/s.r.l
301 promenade Moodie Drive
Suite 400
Ottawa, Ontario, Canada
K2H 9C4

T: 613.820.8010

F: 613.820.0465

email/courriel: ottawa@collinsbarrow.com

web: www.collinsbarrowottawa.com

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Lycée Claudel au 31 août 2014, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada.

Collins Barrow Ottawa S.R.L.

Comptables agréés, experts-comptables autorisés

le 19 novembre 2014

Ottawa (Ontario)

Lycée Claudel
Bilan

au 31 août **2014** **2013**

Actif

Actif à court terme

Encaisse et quasi-espèces (note 1)	74 347 \$	28 684 \$
Débiteurs (note 2)	456 570	99 537
Inventaires	1 945	1 945
Charges payées d'avance	51 354	53 336

	584 216	183 502
--	---------	---------

Immobilisations corporelles (note 3)	25 430 609	25 763 605
--------------------------------------	------------	------------

	26 014 825 \$	25 947 107 \$
--	---------------	---------------

Passif et actif net

Passif à court terme

Ligne de crédit (note 4)	129 393 \$	89 606 \$
Créditeurs et charges à payer (note 5)	462 355	486 794
Revenus perçus d'avance (note 6)	1 020 860	1 107 350
Emprunt bancaire échéant au cours du prochain exercice (note 8)	497 181	449 488

	2 109 789	2 133 238
--	-----------	-----------

Subventions reportées (note 7)	900 942	601 297
--------------------------------	---------	---------

Emprunt bancaire (note 8)	16 227 730	16 604 208
---------------------------	------------	------------

	19 238 461	19 338 743
--	------------	------------

Actif net

Investis en immobilisations	7 804 756	8 128 736
Actif net non affecté	(1 028 392)	(1 520 372)

	6 776 364	6 608 364
--	-----------	-----------

	26 014 825 \$	25 947 107 \$
--	---------------	---------------

Au nom du conseil d'administration :

Président		Trésorier
-----------	--	-----------

Lycée Claudel
État de l'évolution de l'actif net

Pour l'exercice terminé le 31 août

	Immobilisations Corporelles	Actif net non affecté	Total 2014
Solde, début de l'exercice	8 128 736 \$	(1 520 372) \$	6 608 364 \$
Excédent des produits sur les charges	-	168 000	168 000
Acquisitions d'immobilisations	750 658	(750 658)	-
Amortissement d'immobilisations	(1 083 654)	1 083 654	-
Amortissement de subventions reportées	62 595	(62 595)	-
Subventions reçues au cours de l'exercice	(362 240)	362 240	-
Augmentation de l'emprunt bancaire	(127 703)	127 703	-
Remboursements de l'emprunt bancaire	456 488	(456 488)	-
Autres ajustements	(20 124)	20 124	-
Solde, fin de l'exercice	7 804 756 \$	(1 028 392) \$	6 776 364 \$

	Immobilisations Corporelles	Actif net non affecté	Total 2013
Solde, début de l'exercice	8 649 671 \$	(1 348 299) \$	7 301 372 \$
Insuffisance des produits sur les charges	-	(693 008)	(693 008)
Acquisitions d'immobilisations	79 200	(79 200)	-
Amortissement d'immobilisations	(1 113 867)	1 113 867	-
Amortissement de subventions reportées	58 029	(58 029)	-
Paiements aux fournisseurs liés à la construction en cours, obligations découlant de contrats de location-acquisition et de l'emprunt bancaire	455 703	(455 703)	-
Solde, fin de l'exercice	8 128 736 \$	(1 520 372) \$	6 608 364 \$

Lycée Claudel
État des résultats d'exploitation

Pour l'exercice terminé le 31 août

2014

2013

Produits

Frais de scolarité	9 835 321 \$	8 856 561 \$
Exonération de frais scolaires	(89 996)	(90 340)
Inscriptions et examens	134 568	154 835
Garderie	324 323	304 498
Transport scolaire	72 000	53 300
Amortissement de subventions reportées	62 595	58 029
Revenus divers	323 667	243 164
	10 662 478	9 580 047

Charges

Charges de salaires (annexe A)	6 353 970	6 266 788
Charges académiques (annexe B)	631 415	563 085
Charges administratives (annexe C)	979 394	785 114
Charges de bâtiment (annexe D)	2 538 690	2 623 024
	10 503 469	10 238 011

Excédent (insuffisance) d'exploitation avant les autres produits

159 009	(657 964)
----------------	------------------

Autres produits

Revenus d'intérêts sur placements	8 990	10 011
Gain (perte) de change	1	(45 055)
	8 991	(35 044)

Excédent (insuffisance) des produits sur les charges

168 000 \$	(693 008) \$
-------------------	---------------------

Lycée Claudel
État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 août	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges pour l'exercice	168 000 \$	(693 008) \$
Ajustements pour l'amortissement d'immobilisations	1 083 654	1 113 867
Ajustements pour l'amortissement de subventions reportées	<u>(62 595)</u>	<u>(58 029)</u>
	1 189 059	362 830
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	(357 033)	9 408
Charges payées d'avance	1 982	(9 317)
Créditeurs et charges à payer	(24 440)	(523 243)
Revenus perçus d'avance	<u>(86 490)</u>	<u>(6 570)</u>
	<u>723 078</u>	<u>(166 892)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	<u>(750 657)</u>	<u>(79 200)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation de la ligne de crédit	39 787	89 606
Augmentation des subventions	362 240	20 123
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	-	(9 546)
Augmentation de l'emprunt bancaire	127 703	-
Remboursement de l'emprunt bancaire	<u>(456 488)</u>	<u>(428 804)</u>
	<u>73 242</u>	<u>(328 621)</u>
Augmentation (diminution) de l'encaisse et quasi-espèces au cours de l'exercice	45 663	(574 713)
Encaisse et quasi-espèces, début de l'exercice	<u>28 684</u>	<u>603 397</u>
Encaisse et quasi-espèces, fin de l'exercice	<u>74 347 \$</u>	<u>28 684 \$</u>

Sommaire des principales conventions comptables

31 août 2014

Statuts constitutifs et nature des activités	La société est constituée sans apport de capital en vertu de la Loi sur les personnes morales de l'Ontario. Elle opère une institution d'enseignement privée et est exemptée des impôts sur ses excédents. Elle est aussi un organisme de bienfaisance.
Base de présentation	Ces états financiers ont été préparés selon les normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada et sont en accord avec les principes comptables généralement reconnus du Canada.
Utilisation d'estimations	Les états financiers de la société sont préparés par la direction conformément aux normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada. La production d'états financiers périodiques oblige nécessairement à utiliser des estimations et à poser des hypothèses. Les principaux secteurs des états financiers qui obligent à le faire sont : 1) valeur de réalisation nette des débiteurs; 2) la durée de vie utile prévue des immobilisations; 3) le montant des salaires payables à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger; et 4) les prévisions pour certains frais courus. Les résultats réels pourraient différer des meilleures estimations et hypothèses de la direction à mesure que d'autres renseignements deviennent disponibles. Ces estimations et ces hypothèses sont revues périodiquement et, à mesure que des rajustements s'imposent, il en est fait état au cours des périodes pendant lesquelles ils deviennent connus.
Aide accordée par le Gouvernement Français pour le fonctionnement de la société	<p>Les salaires du Proviseur, du Proviseur-adjoint, du Directeur des services financiers, du Directeur du primaire et de 3 professeurs expatriés sont pris en charge directement par l'État Français. Ces rémunérations, charges sociales comprises, ne sont pas comptabilisées aux états financiers du Lycée Claudel.</p> <p>Également l'État Français a pris en charge les rémunérations et charges sociales de 31 professeurs résidents et 7 personnels expatriés (3 professeurs et 4 personnels de direction) (2013 - 28 professeurs résidents et 7 personnels expatriés (3 professeurs et 4 personnels de direction)) ce qui représente un coût total de 4 148 420 \$ en 2013-2014 (3 718 378 \$ en 2012-2013) pour l'État Français. Le Lycée Claudel a reversé une participation de la masse salariale brute et une contribution à l'indemnité spécifique de vie locale. Le montant reversé en 2013-2014 est de 1 381 136 \$ basé à 52 % de participation (2012-2013 de 1 423 207 \$ basé à 54% de participation). La participation effective de l'État Français pour ces 31 professeurs résidents et 7 personnels expatriés est de 2 767 384 \$ en 2013-2014 (28 professeurs résidents et 7 personnels expatriés (3 professeurs et 4 personnels de direction) 2 526 509 \$ en 2012-13).</p>

Lycée Claudel

Sommaire des principales conventions comptables

31 août 2014

Constatation des produits

La société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les produits de frais de scolarité, d'inscriptions et examens et de garderie sont constatés au cours de l'exercice financier auquel l'année scolaire appartient. Les revenus des autres organismes gouvernementaux sont constatés lorsqu'ils sont gagnés en vertu des programmes. Les revenus d'intérêts sur placements et autres revenus sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Encaisse et quasi-espèces

La politique de la société consiste à présenter dans l'encaisse et quasi-espèces les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et un solde disponible et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois après la date du bilan.

Inventaire

L'inventaire est évalué au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

Les instruments financiers sont soit des actifs financiers ou des passifs financiers de la société, par lesquels, en général, elle a le droit de recevoir de l'argent comptant ou un autre actif d'une autre partie ou elle a une obligation de payer à une autre partie.

La société évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf pour certaines transactions entre apparentés.

La société évalue ensuite tous ses actifs et passifs financiers au coût amorti, à l'exception des investissements en instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées à l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges.

Les actifs financiers et les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent l'encaisse et quasi-espèces, les débiteurs, la ligne de crédit et les créditeurs et charges à payer et l'emprunt bancaire.

Il n'y a pas d'actifs ou passifs financiers évalués à la juste valeur.

Sommaire des principales conventions comptables

31 août 2014

Instruments financiers (suite)

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé à l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée à l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges.

Coûts de transaction

La société comptabilise ses coûts de transactions à l'excédent (insuffisance) des produits sur les charges de l'exercice où ils sont engagés. Cependant, la valeur comptable des instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur tiennent compte des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge.

Instrument financier dérivé

La société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt afin de réduire son exposition à des taux d'intérêt variables sur son emprunt bancaire. La société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation ou de spéculation. La société documente tous les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures, y compris l'objectif de gestion du risque et de la stratégie. Les variations de la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt ne sont pas comptabilisés et les intérêts débiteurs sont comptabilisés au taux d'intérêt effectif des contrats de swap de taux d'intérêt.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisés au coût. L'amortissement est basé sur la durée de vie utile prévue des immobilisations. Il est calculé selon les méthodes et taux indiqués ci-dessous :

Bâtiment	4 %	amortissement dégressif
Biens mobiliers	20 %	amortissement dégressif
Équipements pédagogiques	20 %	amortissement dégressif
Outillage	10 %	amortissement dégressif
Matériel roulant	30 %	amortissement dégressif

Le demi taux est utilisé dans l'année d'acquisition.

Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères

Les éléments d'actif ou de passif monétaires sont convertis au taux de change à la fin de l'exercice. Les soldes des comptes, paraissant à l'état des résultats d'exploitation, sont convertis aux taux de change moyen de l'exercice.

Lycée Claudel

Notes aux états financiers

31 août 2014

1. Encaisse et quasi-espèces

Les comptes de banque de la société sont détenus auprès de trois banques à charte.

Le montant inclut 7 411 \$ investis dans un fond du marché monétaire au taux d'intérêt de 1,25% (2013 - 7 320 \$ investi dans un fond du marché monétaire au taux d'intérêt de 1,25%).

2. Débiteurs

	2014	2013
Comptes à recevoir	324 435 \$	41 239 \$
Taxes de vente	132 135	58 298
	456 570 \$	99 537 \$

3. Immobilisations corporelles

	2014			2013		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette
Terrain	1 508 114 \$	-	1 508 114 \$	1 508 114 \$	-	1 508 114 \$
Bâtiment	30 420 100	7 077 069	23 343 031	29 843 408	6 116 457	23 726 951
Biens mobiliers	1 321 912	1 136 067	185 845	1 256 763	1 097 750	159 013
Équipements pédagogiques	1 694 189	1 306 366	387 823	1 585 373	1 222 763	362 610
Outils	43 605	39 311	4 294	43 605	38 834	4 771
Matériel roulant	12 768	11 266	1 502	12 768	10 622	2 146
	35 000 688 \$	9 570 079 \$	25 430 609 \$	34 250 031 \$	8 486 426 \$	25 763 605 \$

4. Facilités de crédit

Le Lycée Claudel a une ligne de crédit d'un montant de 450 000 \$ pour financer ses besoins d'opérations journalières au taux d'intérêt préférentiel plus 0,50%, remboursable sur demande, non renouvelable et une carte de crédit d'entreprise d'un montant de 25 000 \$ pour financer les dépenses d'affaires des gestionnaires principaux au taux d'intérêt standard tel que prescrit par MasterCard d'une banque à charte. Au 31 août 2014, \$ néant (2013 - 77 979 \$) du montant autorisé est utilisé par le Lycée Claudel.

Lycée Claudel
Notes aux états financiers

31 août 2014

5. Crédoiteurs et charges à payer

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Agence pour l'enseignement français à l'étranger - salaires	206 779 \$	236 475 \$
Fournisseurs	172 766	147 439
Frais courus	82 810	102 880
	<u>462 355 \$</u>	<u>486 794 \$</u>

6. Revenus perçus d'avance

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Scolarité	1 020 860 \$	1 107 350 \$

7. Subventions reportées

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Solde, début de l'exercice	601 297 \$	639 203 \$
Subventions reçues au cours de l'exercice	362 240	20 123
	<u>963 537</u>	<u>659 326</u>
Amortissement de l'exercice	(62 595)	(58 029)
	<u>900 942 \$</u>	<u>601 297 \$</u>

Lycée Claudel
Notes aux états financiers

31 août 2014

8. Emprunt bancaire

	2014	2013
Prêt payable à la BMO, portant intérêt au taux variable préférentiel plus 1,53%, paiements mensuels en capital et intérêt de 103 732 \$, dû en septembre 2020, garanti par le terrain et le bâtiment et une garantie de 10 000 000 \$ par l'État Français (Association Nationale des Écoles Française à l'Étranger)	16 604 208 \$	17 053 696 \$
Prêt payable à la BMO, portant intérêt au taux variable préférentiel plus 1%, paiements mensuels en capital de 2 167 \$ plus intérêts, dû en juin 2019, garanti par le terrain et le bâtiment et une garantie de 10 000 000 \$ par l'État Français (Association Nationale des Écoles Française à l'Étranger)	120 703	-
	16 724 911	17 053 696
Moins : portion échéant au cours du prochain exercice	497 181	449 488
	16 227 730 \$	16 604 208 \$

La société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt pour convertir l'intérêt sur le prêt payable à la Banque de Montréal d'un taux d'intérêt variable à un taux fixe de 4,72 % jusqu'en septembre 2020. Les critères de comptabilité de couverture spécifiques pour le contrat de swap de taux d'intérêt ont été remplis. Ainsi, le contrat de swap est comptabilisé selon la méthode de comptabilité de couverture.

Les remboursements de capital dûs lors des cinq prochaines années et par la suite sont les suivants :

2015	497 181 \$
2016	519 907
2017	543 730
2018	568 702
2019	585 521
Suite	14 009 870
	16 724 911 \$

31 août 2014

9. Instruments financiers

La société est exposée à divers risques par le biais de ses instruments financiers. L'analyse qui suit fournit une mesure de l'exposition et les concentrations de la société aux risques à la date du bilan, soit le 31 août 2014.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société éprouve des difficultés à remplir les obligations liées à des passifs financiers. La société est principalement exposée à ce risque par rapport à sa ligne de crédit, ses créiteurs et charges à payer, ses revenus perçus d'avance et son emprunt bancaire.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier cause une perte financière à l'autre partie en manquant de s'acquitter d'une obligation. Le risque de crédit principal de l'entreprise se rapporte à ses débiteurs.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques: le risque de change, risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La société est principalement exposés au risque de taux d'intérêt et risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt du marché. La société est exposée au risque de flux de trésorerie sur ses instruments financiers à taux d'intérêt variable. Le risque de flux de trésorerie est atténué au moyen de contrats de swap de taux d'intérêt tel que décrit à la note 8.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux de change. La société reçoit des subventions et doit contribuer à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger en euros. Par conséquent, certains actifs et passifs sont exposés aux fluctuations de change.

Changements des risques

Il n'y a eu aucun changement important dans les expositions de risques de la société de l'exercice fiscale 2013.

Lycée Claudel
Notes aux états financiers

31 août 2014

10. Éventualités

Dans une année antérieure, une action avait été déposée contre le Lycée Claudel devant la Cour supérieure par un parent alléguant des voies de fait subies par un élève de la maternelle lors d'une altercation avec un autre élève de la maternelle. Une autre action avait également été déposée contre le Lycée Claudel devant la Cour supérieure par le même parent alléguant discrimination et autres plaintes relativement au traitement de la réclamation décrite ci-dessus par le Lycée Claudel.

Le règlement de ces actions a été conclu au cours de l'exercice et les montants ont été enregistrés dans les états financiers de l'exercice.

11. Montants comparatifs

L'information de 2013 présentée pour des fins de comparaison a été reclassée pour se conformer à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

Lycée Claudel
Annexe A - Charges de salaires

Pour l'exercice terminé le 31 août	2014	2013
Personnel - enseignant	2 530 140 \$	2 676 156 \$
Personnel - non enseignant	1 212 042	975 083
Personnel administratif	259 159	282 330
Personnel d'entretien	90 792	75 769
Avantages sociaux	560 522	575 637
Fonds de pension	279 151	268 317
Agence pour l'enseignement français à l'étranger - salaires	1 422 164	1 413 496
	6 353 970 \$	6 266 788 \$

Lycée Claudel
Annexe B - Charges académiques

Pour l'exercice terminé le 31 août	2014	2013
Fournitures scolaires	27 239 \$	21 071 \$
Matériel pédagogique	135 392	153 032
Formation	82 105	68 394
Foyer Socio-Éducatif	304 927	243 586
Amortissement - équipements pédagogiques	81 752	77 002
	631 415 \$	563 085 \$

Lycée Claudel
Annexe C - Charges administratives

Pour l'exercice terminé le 31 août	2014	2013
Frais de bureau	24 994 \$	21 583 \$
Frais d'administration	59 077	21 309
Services informatiques	86 460	85 935
Téléphone et alarme	7 519	7 765
Frais de banque	9 123	8 163
Honoraires professionnels	75 505	51 243
Événements sociaux	25 693	21 748
Publicité	10 818	7 978
Divers	89 051	48 384
Redevances AEFÉ (au titre de la contribution de 6% des frais de scolarité au fonds de mutualisation de l'AEFE)	567 585	511 006
Créances irrécouvrables	23 569	-
	979 394 \$	785 114 \$

Lycée Claudel
Annexe D - Charges de bâtiment

Pour l'exercice terminé le 31 août	2014	2013
Intérêts sur financement	823 082 \$	844 286 \$
Chauffage	36 340	31 511
Éclairage	135 656	136 742
Taxes d'eau	14 002	15 599
Assurance	139 653	128 226
Entretien et réparations	388 055	429 795
Amortissement - bâtiment	1 001 902	1 036 865
	<hr/>	
	2 538 690 \$	2 623 024 \$
